

PNB et produits dérivés

Ci-après quelques définitions, en matière d'économie, que j'ai tenté de présenter le plus explicitement possible à partir des informations collectées sur Internet. Ces définitions vont naturellement conduire à s'interroger sur un certain nombre de principes qu'il y aurait lieu de remettre en cause pour construire une économie à visage humaniste, pour le plus grand bien-être des sociétés et pour celui des femmes et des hommes qui les composent...

Produit National Brut (PNB)

Le PNB est la valeur totale de la production finale de biens et de services des acteurs économiques d'un pays donné au cours d'une année donnée. Il compte donc, également, les revenus issus des investissements et des biens détenus à l'étranger.

Le Produit National Brut (PNB) se distingue donc du PIB en incluant les produits nets provenant de l'étranger, c'est-à-dire le revenu sur les investissements nets réalisés à l'étranger (cet élément étant négatif si les revenus des investissements de l'étranger sur le territoire national sont supérieurs aux revenus des investissements du pays à l'étranger).

Le terme « national », dans produit national brut, reflète ainsi la prise en compte de la valeur ajoutée produite par les résidents du pays en question (principe de nationalité) mais il n'est pas intérieur parce qu'une partie de cette valeur ajoutée est produite à l'étranger (le PIB est lui basé sur le principe de territorialité). Le PNB, de même que le PIB, inclut la TVA du pays, ce dont la légitimité est contestée.

$$\text{PNB} = \text{PIB} + (\text{revenus des facteurs du travail et du capital en provenance de l'extérieur} - \text{revenus des facteurs du capital et du travail versés à l'extérieur})$$

PNB = PIB + solde extérieur

Produit Intérieur Brut (PIB)

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est un indicateur économique très utilisé pour mesurer le niveau de production d'un pays. Il représente la valeur marchande totale de la production interne des biens et des services produits par les agents résidant à l'intérieur de ce pays au cours d'une année donnée. C'est aussi la mesure du revenu provenant de la production du pays. On parle parfois de production économique annuelle ou simplement de production.

Le produit intérieur brut représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. C'est un agrégat des comptes nationaux, obtenu en additionnant des grandeurs mesurées par catégories d'agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques).

Afin d'éviter que la même production entre, plus d'une fois, dans le calcul, sont exclus du PIB, les biens intermédiaires de production. Par exemple, le blé avec lequel on fait le pain, est exclu, mais non le pain.

Les seules composantes retenues sont donc les biens et services de consommation et les biens d'équipement. Un bien de consommation désigne un produit fabriqué destiné au consommateur final, mais un service peut également être considéré comme un bien de consommation. En économie, on distingue les biens de consommation des biens de production. Les biens de production, ou biens d'équipement, représentent l'ensemble des biens acquis par les unités résidentes (unités de production nationales) pour être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production. Ce sont les outils de travail, par exemple des machines, des bâtiments, dont une société se dote.

Biens de consommation :

- Biens et services qui se consomment immédiatement (pain, électricité du logement,...),
- Biens semi-durables: ils durent quelque temps mais s'usent assez rapidement,
- Biens durables au plein sens du terme que l'on peut utiliser durant de nombreuses années (réfrigérateur, automobile,...).

Biens d'équipement ou de production

- Équipements (machines, moyens de transport,...) ;
- Produits semi-finis,
- Matières premières,
- Énergie (électricité, gaz, pétrole...),
- Services rendus par une entreprise à une autre entreprise.

Le PIB n'est pas un indicateur de bien-être, de bonheur, ou de qualité de vie. Ainsi certaines consommations font gonfler le PIB alors que de toute évidence elles ne reflètent pas une amélioration du bonheur des habitants – par exemple une hausse des achats de médicaments anti-dépresseurs.

Ainsi, Keynes revendiquait-il explicitement de pouvoir employer les chômeurs à creuser des trous et d'autres chômeurs à les reboucher. Il escomptait ainsi réduire le chômage et, par le biais du multiplicateur, favoriser la croissance du PIB. Bastiat décrivait une autre limite de la mesure de la richesse avec son sophisme de la vitre cassée, publié en 1850. Prenant l'exemple d'une vitre, il montrait que la société s'appauvissait de la valeur de cette vitre quand celle-ci était brisée. Il concluait « la société perd la valeur des objets inutilement détruits », ou « destruction n'est pas profit. ».

Dans "Qu'est-ce que la richesse ?" Dominique Meda a attiré l'attention sur les nombreuses limites du PIB. Reprenant à leur compte ces réflexions, Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice écrivent de manière imagée que « si un pays rétribuait 10% des gens pour détruire des biens, faire des trous dans les routes, endommager les véhicules, etc., et 10% pour réparer, boucher les trous, etc., il aurait le même PIB qu'un pays où ces 20% d'emplois (dont les effets sur le bien-être s'annulent) seraient consacrés à améliorer l'espérance de vie en bonne santé, les niveaux d'éducation et la participation aux activités culturelles et de loisir. ».

Ainsi, les 1147 véhicules brûlés à l'occasion de la nouvelle année vont-ils contribuer à l'augmentation du PIB de la France, en 2009, puisqu'il faudra, en principe, pourvoir, au moins partiellement, dans le courant de l'année, au remplacement de ces véhicules détruits !!!

PIB/habitant et croissance économique

Le **PIB par habitant** est la valeur du PIB divisée par le nombre d'habitants d'un pays. Il est plus efficace que le PIB pour mesurer le développement d'un pays, cependant, il n'est qu'une moyenne donc il ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenus et de richesse au sein d'une population. Il n'est donc pas égal au revenu par habitant. C'est cependant un bon indicateur de la productivité économique, mais il ne rend pas lui-même compte du niveau de bien-être de la population ou du degré de réussite d'un pays en matière de développement. Il ne montre pas dans quelle mesure le revenu d'un pays est réparti de manière équitable ou non entre ses habitants. Comme le PIB, il ne reflète pas les atteintes causées à l'environnement et aux ressources naturelles par les processus de production, et ne tient pas compte du travail non rémunéré qui peut être effectué au sein des ménages ou des communautés, ni de la production à mettre au compte de l'économie souterraine.

Pour toutes ces raisons, l'accent est davantage mis sur les évolutions du PIB – c'est-à-dire sa hausse (plus communément appelée **croissance économique**) ou sa baisse (**récession économique** lorsque la baisse est prolongée sur au moins deux trimestres), plutôt que sa valeur absolue. La comparaison d'une année à l'autre permet alors d'atténuer les erreurs puisque ce qui est oublié une année (le travail au noir notamment) l'est aussi l'année suivante.

Ces indicateurs doivent donc être maniés avec les plus extrêmes précautions...

Vers le Bonheur National Brut

D'autres auteurs soulignent les limites de la croissance économique comme indicateur de bonne santé d'un pays ou d'une économie, ou contestent le bien fondé ou même la possibilité physique de perpétuer la croissance économique telle qu'elle est définie par la variation du PIB.

Ces questions n'intéressent pas que les spécialistes. Leurs solutions passent même par un large débat public puisqu'elles posent le problème des fins de l'activité économique. Le cas de la santé est de ce point de vue éclairant. Dans de telles activités, le produit dont on veut mesurer la croissance est-il constitué par les flux d'actes médicaux ? Ou la richesse qu'on cherche à évaluer ne réside-t-elle pas davantage dans l'amélioration de l'état de santé de la population ? Les outils de mesure peuvent entraîner des effets pervers puisque, du point de vue de la comptabilité nationale, les politiques de prévention tendront à réduire la croissance et le niveau de vie. Ce sont ces réalités qui conduisent des économistes à s'intéresser à d'autres indicateurs. Dans la foulée des travaux de l'Indien Amartya Sen, des indicateurs de développement humain (IDH) ont ainsi été élaborés par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). L'IDH est un indice composite, sans unité, compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent), calculé par la moyenne de trois indices quantifiant, respectivement, la **santé-longévité** (mesurée par l'espérance de vie à la naissance), le **savoir ou niveau d'éducation** (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes) et le **niveau de vie** (logarithme du PIB/habitant en parité de pouvoir d'achat !!!). Leur objectif ? Accorder davantage d'attention à la qualité de la croissance afin de s'assurer qu'elle accompagne les objectifs que sont le développement des hommes, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et la viabilité à long terme du développement. Une œuvre de longue haleine et à contre courant du libéralisme dominant.

D'autres initiatives visent à l'élaboration d'un indice encore plus orienté vers le bien-être ou mieux encore, vers le bonheur : c'est l'indice de bonheur brut ou Bonheur National Brut (BNB) développé notamment au Bhoutan (fiche technique en annexe). De telles initiatives sont une réponse créative à la réalité qui veut que si les 6 milliards d'habitants de la planète consommaient les ressources au niveau d'un habitant moyen des Etats-Unis d'Amérique du Nord, il faudrait quatre terres supplémentaires. Les Fédéraux Nord-Américains consomment 40 % de l'essence mondiale et plus de papier, d'acier, d'aluminium, d'énergie et de viande par habitant que toute autre société sur la planète. Le Fédéral Nord-Américain moyen produit deux fois plus de déchets que l'Européen moyen. Mais, en définitive, alors que le revenu par habitant a augmenté de 62 % aux Etats-Unis d'Amérique du Nord, entre 1970 et le milieu des années 90, le pourcentage d'habitants qui se disent « très heureux » n'atteint pas plus de 30 %.

Produit Mondial Brut (PMB)

Le Produit Mondial Brut (PMB) est la somme de tous les Produits Intérieurs (PIB) des Etats de la planète. Son unité de mesure est le dollar nord-américain. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le PMB a quasiment été multiplié par sept depuis 1950, atteignant 46 000 milliards dollars US en 2001, tandis que la population de la planète a plus que doublé, atteignant 6,2 milliards d'individus la même année. Selon la Banque Mondiale, en 2004, les 500 premières sociétés privées transnationales de la planète contrôlaient 52% du PMB.

Là encore, la mesure du PMB n'a pas grande signification : seul est à apprécier, avec d'énormes précautions, l'évolution de cet indicateur d'une année à l'autre, ou au cours d'une période donnée.

Produits dérivés

Un produit dérivé est un contrat dont la valeur est "dérivée" du prix d'autre chose, en général des "investissements au comptant", tels que : actions, obligations, instruments financiers, ou matières premières.

Un **produit dérivé** ou **contrat dérivé** ou encore derivative product est donc un instrument financier :

- dont la valeur fluctue en fonction de l'évolution du taux ou du prix d'un produit appelé produit sous-jacent ;
- qui ne requiert aucun placement net initial ou peu significatif ;
- dont le règlement s'effectue à une date future.

Il s'agit d'un contrat entre deux parties, un acheteur et un vendeur, qui fixe des flux financiers futurs fondés sur ceux d'un actif sous-jacent, réel ou théorique, généralement financier.

Les transactions sur les produits dérivés sont en forte croissance depuis le début des années 1980 (avènement de Reagan et promotion du « tout libéral » aux Etats-Unis d'Amérique du Nord) et représentent désormais l'essentiel de l'activité des marchés financiers. En 2004, l'ISDA a relevé une croissance annuelle de 29% pour les dérivés sur produits de taux d'intérêt et de 21% pour les dérivés sur actions et indices d'actions.

A l'origine, les produits dérivés ont donc été créés pour permettre aux entreprises de se couvrir contre différents types de risques financiers. Le premier a été celui des risques encourus sur les cours des matières premières. Par exemple un fabricant de confiture s'engage sur un prix constant sur l'année, il ne peut donc pas répercuter les fluctuations des prix du sucre sur celui des pots de confiture. Quand il détermine le prix de vente de ses pots, il doit donc faire l'hypothèse d'un prix moyen du sucre pour la suite de l'année. S'il achète son sucre au prix du marché pendant le reste de l'année, il peut alors rencontrer deux situations :

- si le prix réel est en dessous de ses prévisions, il augmente ses marges. Il fait une rentrée d'argent inattendue.
- mais si le prix réel augmente cela entraîne des problèmes qui risquent d'affecter le processus industriel. Au pire on peut imaginer qu'il n'ait plus assez d'argent pour acheter au prix du marché et qu'il soit obligé de stopper sa production.

Les risques spéculatifs sont donc très dissymétriques pour notre fabricant de confiture:

- en positif une simple entrée d'argent non prévue, qui viendra donc dormir dans la trésorerie de l'entreprise.
- en négatif un blocage complet de la production.

Il serait donc préférable pour le fabricant de laisser ce risque spéculatif à d'autres C'est ce qu'il fait en achetant par exemple au 1er janvier des options d'achat pour chacun des mois de l'année.

Une autre utilisation courante est le risque de change, par exemple pour une fonderie qui achète la tonne de fonte en dollars et vend des pièces mécaniques en euros.

Ces produits dérivés sont donc, essentiellement, une sorte de « pari » hautement spéculatif. Ils ne sont pas sécurisés du tout, ce qui les rend incroyablement dangereux, voire explosif ! Examinons plus avant le mécanisme par lequel une matière première telle le pétrole (ce sera vrai aussi pour toute autre matière première, mais le pétrole est beaucoup plus médiatique...) va subir des fluctuations qui vont le faire passer en moins d'un an d'un prix du Baril à 80 \$/baril à un prix de 160 \$ pour retomber presque aussitôt à moins de 60 \$!! Imaginons que je sois une entreprise de transport aérien (Volalair, voir Canard Enchaîné !). En tout début d'année, je constate une courbe ascendante des prix du pétrole, sans raison autre qu'une collusion spéculatrice qui y a intérêt. Je prends des options d'achat auprès d'un fournisseur sur un prix moyen du baril et je répercuterai vers les clients captifs, ce coût moyen négocié avec mon fournisseur. Mon fournisseur a tout loisir de revendre des parts de contrats émiettés vers de zélés financiers qui vont à leur tour émettre leur participation vers d'autres financiers dans une spirale ascendante du prix du pétrole. Aidé par une campagne médiatique appropriée, les prix vont s'envoler et laisser espérer des sommets ! Mais mon fournisseur de Volalair voit d'un très mauvais œil cette envolée des prix du pétrole : son intérêt à lui, parce qu'il doit approvisionner la compagnie aérienne à un coût qu'il voudrait inférieur au coût moyen contracté, va tout faire pour enrayer et inverser cette tendance. L'union faisant la force, cette même force devenue à présent suffisante va entraîner le cours du pétrole dans une dégringolade sans fin, le tout devant les pays producteurs totalement ahuris et incapables de maîtriser le phénomène. Celui qui a acheté des produits dérivés du pétrole vers les sommets sera floué et celui qui a contracté avec Volalair va toucher le veau d'or !!!

En fait, l'alerte, concernant ce type de produits dérivés, a été lancée dès 2002 par Warren Buffet : « Nous essayons de vous prévenir du risque d'une sorte de méga-catastrophe concernant les contrats de produits dérivés d'un montant énorme, constitués de créances qui ne correspondent à rien et qui risquent de dégringoler. A notre avis, les produits dérivés sont des armes financières de destruction massive, portant des dangers qui, tout en étant latent, sont potentiellement létaux ». Cette citation figure dans le billet de Paul Farrell publié dans Market Watch. Les chiffres suivants, estimés par la banque des règlements internationaux ou BIS (Banque for International Settlements, la plus ancienne institution financière internationale, située en Suisse, et désignée comme la banque centrale des banques centrales), pour l'année 2007, donnent le vertige (1 trillion = 1 milliard de milliards) :

- PIB US 15 trillions \$
- Budget fédéral nord-américain 3 trillions \$
- Dette US 9 trillions \$
- Valeur totale des actions émises à l'échelle mondiale 100 trillions \$
- Evaluation du montant des produits dérivés en 2002 100 trillions \$
- Evaluation du montant des produits dérivés en 2007 516 trillions \$, soit 35 fois le PIB US !!!

Eléments de réflexion à développer :

1. Richesse nationale

Comment, dans de telles conditions, mesurer la **richesse nationale d'un Etat** ? Ce ne peut être assurément pas la somme des PIB annuels puisque les biens de consommation sont, par définition, consommés à court ou moyen terme. Alors la somme des biens d'équipement ? Eux aussi se déprécient avec le temps : il faut donc réactualiser leur valeur périodiquement. Quant aux matières premières, on sait estimer leurs réserves, mais leur prix étant livré à la spéculation, il est très difficile d'évaluer ces réserves en termes de patrimoine. A la lecture de cette rapide analyse, une question vient immédiatement à l'esprit : quel crédit peut-on accorder à la valeur patrimoniale d'une nation ? Un autre élément important de patrimoine qui pourrait être facilement évalué : la force de travail d'une nation, c'est-à-dire le nombre d'habitants capables de produire du bien ou du service pour la société. Faudrait-il là encore, une réglementation du droit du travail à l'échelle mondiale (exclusion notamment des enfants), l'évaluation patrimoniale correspondante fonction d'une grille unique de répartition de la masse salariale entre les diverses catégories d'emplois...

2. Produits dérivés : le grand casino de l'économie libérale !!

Avec le mécanisme précédemment décrit, nous avons enfin trouvé les fameuses armes de destruction massive qui agissaient en souterrain pendant que l'on clamait haut et fort qu'on les tenait enfin dans les déserts irakiens !!! Qui a déclenché ces armes de destruction massive pour en arriver à la crise actuelle ? Ceux qui toujours dans l'ombre y avaient intérêt... Toujours est-il que s'ils ont atteints leur objectif : détruire l'économie du modèle libéral, elles ont eu au moins le mérite de montrer les limites de ce modèle. Il faut donc bâtir un nouveau modèle économique qui sorte du virtuel tout terrain pour s'intéresser enfin à l'Homme. Supprimer ces produits dérivés et les paradis fiscaux où ils entrent en sommeil jusqu'à ce qu'un acteur exprime le désir de les activer... Voilà bien une tâche qui nous attend, nous autres somnambules derrière la table du grand casino virtuel de l'économie libérale !!!

Michel Baurry
Citoyen du Monde

Fiche technique

Économie du bien-être et économie du bonheur

« *Lle bien-être croît avec le revenu, ou avec la richesse* » : c'est le postulat de base de la science économique telle qu'elle se présente encore majoritairement à nos yeux. Mais ce postulat à la base de l'économie dite du « bien-être », mesuré par la comparaison des PIB nationaux et par leurs taux de croissance, tend à être fortement remis en question. Se développe, petit à petit, une critique des outils de l'économie, de l'obsolescence de notre comptabilité nationale, de son incapacité à rendre compte du « bien-être » des individus.

- 1974 : Paradoxe d'Easterlin

- Une hausse du PIB ne se traduit pas nécessairement par une hausse du niveau de bien-être ressenti par les individus.
- Ce paradoxe fait référence à la notion de « paradoxe de l'abondance » : la disponibilité en quantité non limitée d'une satisfaction précédemment rare, après une période d'excitation, finit par engendrer une sorte de lassitude qui conduit à la passivité. Ce qui est devenu facile d'accès se retrouve à terme moins utilisé que lorsque que l'accès en était difficile.
- Cf. Montaigne, *Essais*, Livre 2, Chap. XV : « Il en va ainsi partout : la difficulté donne le prix aux choses ».
- Bonheur subjectif et bien-être « objectif » ne vont pas de pair. Malgré l'augmentation nette du niveau de vie en Occident ces 50 dernières années en particulier, rien n'indique une augmentation du « **bonheur national brut** » : malgré la croissance continue (quoiqu'inégalement) du PIB, la « satisfaction de vie » stagne en Occident (ne dépasse pas 30% de la population). Il semblerait qu'à partir d'un certain seuil de revenu, gagner plus n'apporte pas plus de satisfaction.

- Le décalage des outils de la science économique avec la réalité vécue se fait de plus en plus sentir.

Ainsi, de plus en plus d'économistes en arrivent à critiquer les outils qu'ils utilisent, qui ne reflèteraient pas ce qui fait réellement la base du bonheur, du malheur, du sens de la vie des individus concernés (exemples classiques : le PIB/hab de l'Arabie Saoudite est comparable à celui de la Corée du Sud, celui de la Guinée équatoriale à celui de la Grèce, avec un taux de mortalité infantile près de 30 fois supérieur). Le système politique, la sécurité, la santé, la cohésion sociale, l'environnement, la qualité des ressources naturelles, etc... n'apparaissent pas dans la construction du PIB, pas plus que les accidents, réparations de bâtiments détruits, guerres, dépenses de santé après une catastrophe, qui, eux, augmentent même la richesse d'une économie.

Robert Kennedy : le PIB « mesure à peu près tout sauf ce qui rend la vie digne d'être vécue ».

- Evénements récents :

Il semble bien que la préoccupation face aux travers, aux conséquences éminemment politiques, qu'engendre un calcul du bien-être des populations uniquement par l'instrument de mesure du PIB, de la croissance économique, soit de plus en plus forte.

- **Avril 2007** : l'OCDE réunit à Rome des experts autour du thème : « Peut-on mesurer le bonheur ? Et que signifient ces mesures pour l'action publique ? », en vue du forum mondial de l'OCDE de juin dont l'un des objectifs centraux était de parvenir à déterminer un indicateur alternatif au PIB dans la mesure du bien-être des populations.

→ **Janvier 2008** : le président de la République française annonce avoir recruté **Amartya Sen** pour participer à une commission de réflexion sur la mesure de la croissance (présidée par J. Stiglitz, néo-keynésien chic et choc, ancien président de la banque mondiale et fervent détracteur des institutions de Bretton Woods).

- **Sen** : économiste indien, prix nobel d'économie en 1998.
- Idée phare : les statistiques, et surtout le PIB, ne reflètent ni le développement d'un pays, ni le bien-être de ses individus.
- Inspirateur du premier indicateur synthétique officiel qui ait été tenté sur ce sujet, **l'indice de développement humain** élaboré par le PNUD en 1990 (IDH) ; mais cet indice limite son champ d'investigation à trois critères : longévité, taux de scolarisation et niveau de vie (mesuré en termes de PIB/hab).
- Objectif de Sen : prendre en compte les valeurs relatives, pas les valeurs absolues (par exemple : le niveau de pauvreté ne doit pas être mesuré absolument, mais relativement à l'environnement de l'individu ; d'où, également, les aberrations, pour lui, de la comparaison des PIB nationaux, même corrigés).
- Objectif de cette commission : trouver un indice de développement adapté aux pays riches ; l'IDH, construction « grossière » selon Sen lui-même, fonctionne bien pour les pays pauvres, mais il faut trouver un indicateur synthétique plus subtil pour les pays riches, pour lequel l'IDH ne permet pas de saisir une quelconque mesure du bien-être réel des populations.

- Indicateurs de l'OCDE

L'OCDE préconise en la matière des études « subjectives », prenant en compte des indicateurs micro-économiques, et en interrogeant les individus sur leurs propres perceptions. Divers indicateurs sont retenus par l'OCDE afin de développer un indicateur synthétique plus subtil et plus fin de mesure du « bonheur » : espérance de vie, mortalité infantile, obésité, niveau des dépenses de santé publiques et privées, chômage des jeunes, inégalités de revenus, population carcérale, réseau de transport, violence routière, équipements culturels et de loisirs, accès à ces équipements... mais aussi nombre de nuitées comptées par les touristes étrangers par exemple.

- Autres indicateurs

D'autres indicateurs, synthétiques, sont forgés selon la méthode des « agrégats statistiques », et visent à mesurer le bonheur mondial et son évolution. Cette méthode suppose que l'on définisse au préalable ce qu'est le bonheur mondial, le bonheur par pays.

- ⇒ Problème central : comment déterminer des critères objectifs du bonheur ? De quoi parle-t-on : du bonheur collectif (basé sur des critères objectifs/basé sur les déclarations des populations) ou du bonheur individuel, proprement incommensurable, irréductible à toute évaluation chiffrée ?
- ⇒ Le problème crucial qui se pose est l'absence d'alternative réelle au PIB. Les divers indices alternatifs se font concurrence, et le PIB reste de loin l'indicateur le plus simple à utiliser, à mesurer, à comparer, etc.
- ⇒ Pour le moment, il semble bien que même les classements alternatifs mis en place attestent d'une forte corrélation (même si elle n'est pas systématique) entre niveau de PIB, d'IDH et niveau des indicateurs alternatifs du « bien-être ».

- Divers indicateurs synthétiques alternatifs :

- Indicateur de pauvreté humaine du PNUD : signale des manques, des privations ou exclusions d'une partie de la population.

- L'indice de bien-être économique.
- L'indice de la qualité de vie (The Economist)
- Indices « globeco » :
 - Indice du bonheur mondial (IBM)
 - Indice de la fracture mondiale
 - L'indice de la mondialisation

- **Recherche d'indicateurs en France**

La France est particulièrement en retard dans ce concert international de recherches d'indicateurs.

- Seul exemple notoire : le BIP40, baromètre français des inégalités et de la pauvreté.
- L'indicateur de niveau de vie (Marc Fleurbaey, Guillaume Gaulier). Principe de base : prendre en compte les priorités des individus, dans leur diversité.

Bibliographie indicative :

- Davoine, L., « L'économie du bonheur peut-elle renouveler l'économie du bien-être ? », Document de travail, *Revue du Centre d'Etudes de l'Emploi*, n°80, février 2007, disponible en ligne
- Gadrey, J. et Jany-Catrice, F., *Les nouveaux indicateurs de richesse*, la Découverte, collection Repères, 2005
- Site de l'OCDE, page consacrée à la conférence d'avril 2007 (en anglais) : (cette page renvoie à de nombreux travaux réalisés sur ce thème, notamment la contribution de Pierre Le Roy, instigateur de l'**indice du bonheur mondial**, regroupant environ 40 indicateurs, analyses disponibles sur www.globeco.fr)
- « Le bonheur expliqué par les économistes », *Problèmes économiques*, n°2938, janvier 2008.